PST
Parti suisse du Travail
Partei der Arbeit der Schweiz
Partito svizzero del Lavoro

Analyse du PST-POP

Agression tous azimuts des USA sous l'administration Trump II : pourquoi et comment la combattre

Depuis l'entrée en fonction de l'administration Trump II, le monde brûle. Le droit international est ouvertement nié, l'ordre international antérieur – certes fondamentalement inique – démantelé, les menaces de recours à la force et les agressions militaires se multiplient. Cette administration a, parmi ses agissements les plus graves, et ce en l'espace d'une année seulement : organisé un kidnapping du président légitime du Venezuela, durci encore le blocus contre Cuba, et déclenché une guerre à large échelle contre l'Iran. L'avenir est plus que jamais incertain, et tout le monde est menacé.

Les agissements de cette administration ne constituent pourtant pas un éclair dans un ciel serein, mais trouvent leur explication dans l'histoire, dans les contradictions auxquelles l'impérialisme étatsunien est confronté en ce début de XXIème siècle. Il est essentiel de comprendre ces causes pour pouvoir combattre l'impérialisme étatsunien dans sa façon d'agir actuelle.

USA : un empire en déclin

L'impérialisme étatsunien a connu son apogée au lendemain de la disparition de l'URSS et de la plupart des pays socialistes, à l'aube des années 90. Devenus seule superpuissance à l'échelle planétaire, les USA ont imposé un monde pratiquement unipolaire, et un « ordre international régi par des règles », qui n'est pas le droit international mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale mais un ordre à leur seul avantage : « consensus de Washington », mondialisation néolibérale, dérégulation et libre-circulation des marchandises et des capitaux, imposition de plans d'ajustement structurel imposés sous la contrainte aux États du Sud global, privatisations des services publics et des entreprises d'État, ingérences prétendument « humanitaires ». Imposé par la contrainte, politique, économique et parfois directement militaire, ce nouvel « ordre international régi par des règles » l'a été au prix d'une grande violence, de conséquences dévastatrices sur les sociétés du Sud global, d'un retour en force du néocolonialisme occidental. Mais cet ordre inégalitaire et inique a permis pour les USA l'accroissement sans pareil des profits au détriment du travail, domination sans partage ou presque du monde par les USA et leurs multinationales.

Mais ce moment unipolaire est aujourd'hui révolu. La mondialisation et le monde « régi par des règles » ont eu des effets qui sapent aujourd'hui l'hégémonie étatsunienne. La dérégulation apportée par les politiques néolibérales n'a apporté qu'une solution temporaire à la crise du capitalisme, tout en aggravant ses causes : la conséquence en a été la crise de 2008. Depuis, le capitalisme mondial n'est jamais complètement sorti de sa crise structurelle. Ces politiques néolibérales ont conduit à une concentration des richesses sans précédent dans l'histoire entre quelques mains, ce qui ne va pas sans aggravation jusqu'à l'extrême des contradictions sociales, jusqu'à tendanciellement menacer le système.

La libre-circulation des marchandises et des capitaux à l'échelle mondiale, la course aux économies d'échelles au détriment des salarié-e-s ont conduit les multinationales étatsuniennes à délocaliser massivement leur production dans des pays du Sud global, ne conservant pour l'essentiel que la recherche et développement, et le contrôle des capitaux. Ces économies sur le dos des salarié-e-s ont toutefois eu une double conséquence d'une importante désindustrialisation aux USA, suivie d'une hausse du chômage subséquente, ainsi que d'un accroissement du déficit de la balance commerciale des USA, puisque la consommation, toujours aussi importante, des classes supérieures et moyennes étatsuniennes est de plus en plus satisfaite par des importations.

Cet état de fait pourrait sembler ne pas présenter de problème pour les USA, ou dans une mesure bien moindre que pour n'importe quel autre pays. Tant que la monnaie de référence sur les marchés internationaux reste le dollar étatsunien, les autres pays sont obligés d'en acquérir, et donc d'acheter de la dette souveraine étatsunienne. Les USA peuvent dès lors émettre autant de dollars qu'ils en ont besoin, faire financer leur dette par le reste du monde, et payer leurs importations par leur devise que tout le monde est contraint d'accepter. Tant que leurs multinationales dominent les chaînes de valeur, leur domination reste sauve. Et la machine militaire des USA est toujours là pour assurer leur position dominante par la force.

Pourtant, cette situation cause une érosion progressive de l'hégémonie des USA. Leur place dominante dans le commerce mondial s'effrite progressivement, et leurs importations reculent en termes relatifs. Si les multinationales étatsuniennes demeurent incontournables dans certains secteurs, leur avantage économique et en termes de recherche et développement est remis en cause, des entreprises d'autres pays – chinoises pour une part croissante – pouvant non seulement concourir à armes égales, mais aussi les surpasser. Et, la facilité qu'implique de financer leur déficit commercial par les autres pays entraîne les USA dans un endettement croissant. Si cette situation pourrait sembler non problématique pour eux puisque cette dette est libellée en dollars pourtant elle l'est, de plus en plus. La dette souveraine des USA atteint aujourd'hui des sommets proprement vertigineux. Et le fait que d'autres pays détiennent une grande quantité de titres de la dette souveraine étatsunienne leur donne un levier d'action dont il est difficile aux USA de se protéger : une vente massive de ces titres conduit automatiquement à une hausse sur les intérêts pour l'émission de nouveaux titres, ce qui peut conduire les USA à la faillite. Par ailleurs, le fait de détenir des grandes quantités de dollars rend possible pour des capitaux étrangers de racheter des parts d'entreprises étatsuniennes, et de s'en approprier une partie des profits. En 2024, pour la première fois de l'histoire, les profits sortant des USA ont dépassé ceux qui y entraient, affaiblissant d'autant la position dominante de la bourgeoisie étatsunienne.

Émergence d'un monde multipolaire et confrontation avec la République populaire de Chine

Le recul de l'hégémonie des USA est corrélatif à l'ascension d'autres puissances, qui leur disputent aujourd'hui des parts de marché et des zones d'influence. Grâce aux politiques de réforme et d'ouverture, la République populaire de Chine a pu – en s'insérant dans la mondialisation à ses conditions, et en utilisant les lois du capitalisme au service des objectifs définis par ses plans de développement – non seulement sortir du sous-développement et des ravages causées par les guerres, améliorer considérablement les conditions de vie de sa population, mais aussi devenir la première économie mondiale à parité de pouvoir d'achat. Une grande puissance qui constitue un concurrent d'égale mesure pour les USA. D'autres puissances ont également émergé au niveau mondial : la Fédération de Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil…Ces pays, capitalistes dans la plupart des cas, ont différents agendas, pas nécessairement progressistes. Mais ils ont en commun le fait de suivre leurs propres objectifs, qui peuvent les opposer les uns aux autres selon le cas, mais qui impliquent de remettre en cause l'hégémonie des USA et la logique unipolaire.

Un monde multipolaire est devenu réalité. La plupart de ces puissances émergentes se sont regroupées dans le groupe des BRICS+, une plateforme de coopération (qui n'est pas exclusive, et n'empêche pas l'existence de contradictions entre les pays membres). Ce processus offre, pour la première fois depuis la fin de l'Union soviétique, une alternative concrète à l'hégémonie des États-Unis, permettant aux pays du Sud global de pouvoir se soustraire au chantage néocolonial et de poursuivre des voies de développement indépendantes. Certes sans garantie et sans que cela devienne facile, mais l'ouverture du champ des possibles et incontestables. Des pays du Sud global ont de fait utilisé ces nouvelles conditions pour entamer une démarche d'émancipation envers le joug néocolonial.

Et la position du dollar étatsunien comme devise de référence est remise en cause. Plusieurs de ces puissances émergentes s'organisent pour commercer dans leurs devises respectives, et construire des marchés dédollarisés. La Chine, en particulier, s'engage dans la construction de marchés où les échanges se font en Renminbi. Mais si le dollar cesse d'être indispensable, c'est tout le financement du déficit commercial des USA par la dette qui s'effondre. Le monopole des moyens de payement des USA n'est plus garanti non plus. Certes, les USA peuvent toujours causer un mal considérable à des personnes ou des pays entiers, en bloquant leurs transactions et leurs cartes bancaires. Mais quand la Fédération de Russie a été débranchée du système SWIFT dans le cadre des sanctions à la suite de son invasion de l'Ukraine, elle a mis en place son propre système de paiement, sur lequel les USA n'ont aucun contrôle.

Cette situation est inacceptable pour l'Empire, qui est amené à entrer dans une démarche de confrontation de plus en plus agressive face à cette nouvelle concurrence, en priorité face à son rival le plus puissant : la République populaire de Chine. Il s'agit d'une situation dangereuse : sous l'impérialisme, le repartage des marchés et des zones d'influence ne peut se faire que par la force. Ce qui peut dégénérer en guerre à grande échelle. Nous sommes depuis plusieurs années entrés dans une nouvelle guerre froide, des affrontements par guerres interposées dont sont victimes différents pays, et une escalade qui fait planer la menace d'une confrontation directe entre grandes puissances.

Tentatives de contrer ce déclin : protectionnisme, fascisation et guerre

Malgré son caractère erratique, la politique d'agression tous azimuts et de mépris pour le droit international de l'administration Trump II n'est pas irrationnelle. Du moins n'est-elle pas dénuée de but : le renforcement de l'impérialisme US, et rétablir son hégémonie planétaire, par des moyens que cette administration estime adéquats.

La politique menée par l'administration Trump ne se place pas dans une rupture sur toute la ligne avec celle des administrations qui l'ont précédé, mais dans une forme de continuité. Les guerres d'agression, le mépris pour le droit international, sont une constante de la politique étatsunienne, administrations républicaines comme démocrates. Le « pivot vers l'Asie » – soit la République populaire de Chine définie comme principal adversaire de l'impérialisme étatsunien – c'était l'administration Obama. Une politique protectionniste pour la réindustrialisation des USA, à coup de subventions et d'une rupture affirmée avec les règles de l'OMC – que les USA n'ont jamais respectées pour ce qui les concerne – c'était l'administration Biden.

La nouveauté avec l'administration Trump II, c'est qu'elle a jeté le masque. Elle ne prétend même plus respecter un « ordre international régi par des règles », ni avoir des motifs honorables pour ses agissements, que ce soient les droits humains ou la démocratie. Elle revendique le fait de ne défendre que les intérêts particuliers des USA, et de les imposer brutalement aux autres pays, sans prendre en compte leur position et généralement à leur détriment.

Les politiques protectionnistes de l'administration Trump II, particulièrement les taxes douanières arbitrairement imposées à d'autres pays, ont pour objectif explicite de réduire le déficit commercial des USA. Ces mesures servent aussi de moyens de chantage pour extorquer à d'autres pays des « deals » unilatéralement favorables aux USA.

L'administration Trump II ne se limite pas à l'utilisation de moyens coercitifs d'ordre économique, mais n'hésite pas à recourir sans aucune restriction à la menace d'agression armée – elle a déjà menacé, au moins, Cuba, le Mexique, la Colombie, le Groenland – et l'agression armée effective : ont d'ores et déjà été attaqués, en l'espace d'une année, le Nigeria, le Venezuela, l'Iran et le Liban (par les troupes israéliennes alliées aux USA). Le recours aux interventions armées, illégales et criminelles, pour assurer leurs seuls intérêts, n'a en soi rien de nouveau, puisqu'il s'agit d'une constante de la politique étatsunienne depuis 1945. La politique d'agression tous azimuts menée par l'administration Trump II se distingue de celles des administrations précédentes par son impudence particulière, un mépris plus nettement affiché pour le droit international, ainsi qu'une fuite en avant de caractère erratique, ce qui la rend particulièrement lourde de danger.

Même le climatonégationnisme de l'administration Trump II n'est pas complètement irrationnel. Il répond à des intérêts immédiats de la grande bourgeoisie étatsunienne. Car ce qui rend le dollar incontournable, c'est son rôle dans les transactions pétrolières. Une sortie des énergies fossiles impliquerait la disparition des pétrodollars, sans lesquels la devise étatsunienne serait beaucoup moins incontournable. *A contrario*, la Chine a une avance considérable en matière d'énergies renouvelables, domaine dans lequel les USA sont très en retard. Elle a aussi une maîtrise quasiment exclusive sur les processus de traitement des terres rares, indispensables pour ces technologies. La transition énergétique menace ainsi directement l'hégémonie étatsunienne.

Le fascisme, dictature ouvertement terroriste du capital financier, est la solution adoptée par la grande bourgeoisie impérialiste lorsque sa domination vacille. Sous Trump, avec l'impulsion d'une certaine

oligarchie de la tech, les USA prennent cette voie : renforcement du pouvoir de l'exécutif, démantèlement de l'État de droit et des « poids et contre-poids » censés limités l'arbitraire du pouvoir, contournement du Congrès (avec la complicité de la majorité républicaine), poursuites judiciaires contre des opposants et grâce accordée aux partisans du président, tentatives de censure et pressions sur les médias, chantage sur les musées pour imposer une ligne nationaliste, politiques racistes et arbitraires contre les migrant-e-s. Entre imposition d'une idéologie réactionnaire (nationalisme, suprémacisme blanc, fanatisme religieux) et démantèlement de l'État de droit, les USA sont dangereusement avancés dans le glissement vers un régime fasciste.

Il est indéniable que l'impérialisme US reste puissant, et que son offensive tous azimuts n'est pas restée sans succès à court terme. Hormis la République populaire de Chine – qui a tenu tête à l'administration Trump, et l'a forcé à négocier un accord commercial beaucoup plus équitable que ce qu'elle avait envisagé – pratiquement tous les autres pays ont cédé au chantage des taxes douanières, et ont accepté de négocier des accords commerciaux scandaleusement inégaux pour réduire ses taxes unilatérales. Les violations les plus grossières du droit international, les menaces de recours à la force, et les actes de recours à la force parfaitement illégaux des USA n'ont été accueillies au mieux que par de molles protestations diplomatiques dans la plupart des cas. L'agression contre le Venezuela a contraint le gouvernement bolivarien à des concessions importantes ; et même Cuba s'est retrouvée peu soutenue face à l'aggravation du blocus, aucun pays n'ayant osé livrer du pétrole à l'île durant trois mois, malgré l'illégalité flagrante de ce blocus.

Mais le fait est que les moyens employés ne sont pas réellement efficaces en vue de la fin poursuivie. Ne serait-ce que sur le plan économique. La guerre tarifaire lancée par Trump a échoué à infléchir la désindustrialisation des USA et à réduire leur déficit commercial, qui n'a jamais été aussi élevé. Au lieu de la réindustrialisation promise, la politique de guerres commerciales, et de guerres tout court, de l'administration Trump II a mené à une inflation importante aux USA, aux conséquences économiques et sociales déstabilisatrices. Si la plupart des pays ont apparemment cédé au chantage et accepté de négocier des accords commerciaux défavorables, quasiment tous se sont employés, avec plus ou moins de discrétion, à chercher des routes commerciales, des sources d'approvisionnement et des débouchés qui évitent les USA, réduisant encore la place de ceux-ci dans l'économie internationale.

Trump a volontairement mis de côté les instruments de soft power des USA, pour n'utiliser que la menace, le chantage, la coercition économique, ou directement militaire. Ce envers tous les pays du monde, y compris ceux anciennement alliés. Mais le choix des moyens coercitifs, plus coûteux et aux résultats moins fiables, résulte du fait que le soft power étatsunien s'est considérablement érodé. Or, l'hégémonie repose sur une combinaison de consentement et de coercition. La pure coercition est moins efficace, et beaucoup plus chère, pour des résultats incertains. Même les USA n'ont pas les moyens, matériels et humains, de mener des guerres sur tous les fronts à la fois.

Kidnapping du président légitime du Venezuela

Le 3 janvier 2026, les USA se livraient à un acte de piraterie inouï : le kidnapping du président légitime de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, et de son épouse, la Première combattante Cilia Flores ; avant de les déférer devant un tribunal new yorkais pour de grotesques accusations de trafic de drogue que personne ne peut prendre au sérieux, et de les détenir dans des

conditions assimilables à la torture selon le droit international. Le seul fait de vouloir juger un chef d'État étranger, bénéficiant de l'immunité diplomatique, devant un tribunal à la juridiction duquel il n'est manifestement pas soumis, constitue une parodie grotesque de justice. Au Venezuela, le gouvernement bolivarien est resté en place, et la vice-présidente, Delcy Rodriguez, a assumé la présidence ad intérim, conformément à la Constitution.

L'hostilité des USA envers la Révolution bolivarienne a été constante dès ses premiers jours. Les USA se sont livrés à une campagne de pressions politiques et de désinformation ; à une guerre commerciale ; à des tentatives de déstabilisation et de coups d'État, que la Révolution bolivarienne a su déjouer à chaque fois.

L'existence même de la Révolution bolivarienne était inacceptable pour les USA. Non seulement le Venezuela a voulu recouvrer sa propre souveraineté, mais a porté une perspective internationaliste, de coopération entre pays d'Amérique latine pour leur émancipation collective. Il a aussi activement soutenu Cuba, desserrant ainsi l'étau du blocus. Le fait que le Venezuela détienne les plus grandes réserves de pétrole à l'échelle mondiale le rend naturellement d'autant plus stratégique.

En 1999 en effet, quelques années à peine après la disparition de l'URSS et en plein « consensus de Washington », Hugo Chavez remporta l'élection présidentielle sur un programme de libération nationale et d'émancipation sociale. Il releva bientôt la bannière du socialisme, et lança la Révolution bolivarienne. Le chavisme tirait ses racines des mouvements sociaux et des luttes ouvrières qui n'avaient pu triompher auparavant, mais que l'oligarchie vénézuélienne n'avait pas réussi à faire disparaître. La Révolution bolivarienne nationalisa les ressources pétrolières et redistribua leur produit à la population : réduction de la pauvreté et augmentation du niveau de vie, hausse du salaire minimum, développement des prestations sociales et des services publics universels et financièrement accessibles.

Si les choses devinrent plus difficiles, entre la baisse des prix du pétrole et l'embargo imposé au Venezuela par les USA sous la présidence de Barack Obama, la Révolution bolivarienne n'en continua pas moins jusqu'à présent, sous la présidence de Nicolas Maduro, successeur d'Hugo Chavez. La Révolution eut à faire face à bien des difficultés, et fut bien souvent obligée de procéder à des reculs tactiques. La combinaison de la guerre économique étatsunienne, des contradictions internes au Venezuela et d'une économie unilatéralement exportatrice de matières premières qu'elle a héritée ont freiné son avancée, et conduit à une situation socio-économique difficile, dont la population a souffert. Pourtant, elle parvint à résister, à déjouer les complots des USA et d'une opposition d'extrême-droite représentant l'oligarchie vénézuélienne, à maintenir le cap de la souveraineté, de la justice sociale autant que possible. Le gouvernement vénézuélien a obtenu des réussites dans la diversification de son modèle économique, à base d'industrialisation endogène et de réforme agraire qui lui a permis de s'approcher de la souveraineté alimentaire.

C'est l'incapacité des USA à abattre la Révolution bolivarienne par la guerre économique et la déstabilisation qui a poussé l'administration Trump II à recourir à l'agression armée directe. Face à l'aggravation de l'agression étatsunienne, aux actes de piraterie qui empêchaient le Venezuela d'exporter son pétrole, ainsi qu'au kidnapping de son président légitime, le gouvernement de Delcy Rodriguez s'est vu contraint d'accepter des compromis douloureux. Il a dû s'engager dans des négociations avec les USA alors que le président légitime était kidnappé, procéder à une amnistie d'un grand nombre de personnes condamnées pour des agissements commis dans un cadre politique (souvent des militants de droite, coupables d'actes de violence, qui auraient été sévèrement

condamnés en Suisse pour des faits similaires), et revenir sur la nationalisation du pétrole en autorisant des partenariats publics-privés sous forme de concessions à des multinationales étrangères (à des conditions négociées avec l'État vénézuélien, ce qui est un recul par rapport aux ambitions initiales de la Révolution bolivarienne, mais n'équivaut pas à une privatisation). Le Venezuela a été contraint de faire avec une mise sous tutelle de son commerce international de pétrole, ce qui a le bénéfice collatéral de lui permettre d'encaisser à nouveaux des devises – que le gouvernement s'est empressé d'utiliser pour le financement des services publics – mais constitue une grave atteinte à sa souveraineté, et le prive de la possibilité de continuer à soutenir matériellement Cuba.

Il est du reste faux de personnaliser le pouvoir au Venezuela. Le narratif sur la « dictature » de Nicolas Maduro, et sur la « capitulation » ou la « trahison » de Delcy Rodriguez est grossièrement manipulé. Le Venezuela bolivarien, c'est avant tout un pouvoir populaire devenu réalité, avec son organisation en communes populaires, un véritable autogouvernement du peuple et son réseau d'entreprises coopératives, à côté de l'appareil d'État et des institutions représentatives. Un autogouvernement qui suppose un peuple organisé, politisé, et qui ne se laissera pas dépouiller facilement de sa révolution.

Quant à Trump, son coup de force spectaculaire lui a offert une victoire facile, et une menace adressée à tous les pays insoumis. Pourtant, les USA n'ont réussi à enlever que le président du Venezuela, pas à renverser son gouvernement. Trump a été obligé de reconnaître que l'opposition vénézuélienne et la fasciste Maria Corina Machado n'ont aucune légitimité pour gouverner. Une tentative de renversement du gouvernement vénézuélien par la force aurait impliqué une invasion terrestre à grande échelle, qui se serait heurtée à la résistance inexpugnable des 8 millions de volontaires des milices populaires vénézuéliennes, en plus de l'armée régulière. C'eût été très probablement un bourbier pour les USA.

Il est incontestable que la Révolution bolivarienne traverse une épreuve difficile, mais elle résiste. L'avenir n'est pas écrit. Si la survie de la Révolution bolivarienne n'est pas garantie, elle peut néanmoins continuer à résister, pour reprendre l'offensive demain. Il est de notre devoir de continuer à faire preuve d'une solidarité internationaliste inébranlable avec cette révolution, a fortiori dans ces jours sombres où elle est menacée.

Aggravation du blocus contre Cuba

Depuis les premiers jours de la Révolution cubaine, les USA – qui n'ont jamais toléré que leur ancien dominion puisse devenir un pays indépendant, a fortiori socialiste – se sont acharnés à tenter de l'étouffer, par l'envoi de mercenaires, par le terrorisme, et par l'imposition d'un blocus assassin, dont le but explicite est de rendre les conditions de vie insoutenable pour le peuple cubain, de le réduire à la famine afin de le forcer à renoncer à sa Révolution. Un blocus illégal, extraterritorial, et appliqué de fait par des entreprises suisses, malgré le fait qu'officiellement la Confédération le désapprouve.

Ce blocus a encore été aggravé par l'administration Trump-I, qui a mis en vigueur la loi Helms-Burton III et inscrit Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme (sans aucun motif vaguement crédible). Des mesures sur lesquelles l'administration Biden n'est pas revenue (hormis une désinscription de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme, à sa toute fin ; une mesure remise en vigueur par l'administration Trump-II). Malgré ce blocus qui l'étrangle, Cuba a réussi, au prix de sacrifices inouïs, non seulement à préserver le socialisme, mais à assurer autant que possible la justice sociale, une éducation et un système de santé gratuit et de bonne qualité, à sa population.

Mais la situation n'a jamais été aussi grave pour Cuba que depuis l'entrée en fonction de l'administration Trump-II. Trump a imposé un blocus naval contre l'entrée des hydrocarbures à Cuba, menaçant les pays qui y enverraient du pétrole de lourdes représailles et se livrant à des actes de piraterie contre des tankers. Le Venezuela ne peut plus aider Cuba, et le Mexique y a renoncé sous la pression des USA. Pas une goutte de pétrole n'est entrée sur l'île depuis janvier, et ses propres réserves de pétrole ne couvrent que de 40% des besoins de Cuba. Or, Cuba a besoin de pétrole pour les transports, mais aussi pour sa production d'électricité (restée dans une grande mesure dépendante, pour des raisons historiques, des centrales thermiques). Les conséquences de cette pénurie artificiellement créée sont dramatiques : rationnement drastique de l'électricité, plusieurs black-out (dont certains ont causé des décès de patients dans les hôpitaux), difficultés d'approvisionnement extrêmes…éprouvant durement la population. Un crime inqualifiable de la part des USA.

Malgré tout, Cuba n'est pas restée complètement seule. De nombreux pays l'ont soutenue en y envoyant de l'aide humanitaire. La République populaire de Chine lui a accordé un soutien matériel conséquent pour l'installation de panneaux photovoltaïques, accélérant sa transition énergétique. Le Mexique a réaffirmé son droit de continuer de livrer du pétrole à Cuba, et n'a cessé de négocier avec les USA pour pouvoir le faire sans subir de représailles. Des militant-e-s internationalistes en grand nombre se sont engagés dans la flottille pour Cuba, afin de briser le blocus en amenant des fournitures médicales et de l'aide humanitaire.

Finalement, la Fédération de Russie a brisé le blocus en envoyant un pétrolier, l'*Anatoly Kolodkin*, à Cuba – que la flotte étatsunienne a laissé passer –, apportant à l'île une bouffée d'oxygène, et surtout, laissant espérer que d'autres pays braveront désormais les intimidations de la part de l'administration Trump et rétabliront un approvisionnement régulier de Cuba en hydrocarbures. La Russie n'a toutefois pas renouvelé cette opération depuis, ni aucun autre pays ne l'a fait jusqu'à présent.

Le gouvernement cubain a été obligé d'entamer des négociations avec les USA. Mais le gouvernement cubain a posé d'emblée une ligne rouge extrêmement claire : de négociation, il n'en acceptera qu'entre égaux ; il ne sera en aucun cas question de brader la souveraineté nationale cubaine, en aucun cas question de changer de système politique, en aucun cas question de remettre en cause le socialisme. Aussi, les négociations ne sont-elles jamais allées bien loin. La situation s'est encore dégradée depuis que les USA ont délivré une inculpation complètement illégale et sur la base de prétextes qui ne tiennent absolument pas la route contre l'ancien président cubain Raoul Castro, et que leurs menaces d'invasion sont devenues plus concrètes et sérieuses qu'elles ne l'ont jamais été. Le gouvernement cubain a réaffirmé son droit à défendre la souveraineté du pays par les armes, promis une résistance inexpugnable le cas échéant, et averti qu'une invasion signifierait un « bain de sang ». Il convient de prendre ces menaces au sérieux, et tout faire pour empêcher ce crime que serait une invasion de Cuba par les USA.

Plus que jamais, Cuba a besoin de notre solidarité. La solidarité internationale, politique mais aussi concrètement matérielle, avec la Révolution cubaine, doit être une tâche prioritaire pour toutes les organisations authentiquement progressistes et anti-impérialistes sur la planète, aussi pour le PST-POP. Différents moyens concrets existent : récoltes de fonds pour Medi-Cuba et d'autres actions de solidarité, mobilisations par divers moyens pour attirer l'attention sur la situation réelle à Cuba et faire pression sur la Confédération pour qu'elle remplisse ne serait-ce que ses propres obligations eu égard au droit international, objets parlementaires déposés par les élu-e-s du Parti.

Guerre contre l'Iran

L'administration Trump II a mis à la poubelle le discours électoral faussement anti-interventions militaires à l'étranger en déclenchant sa première grande guerre, en commun avec Israël, en attaquant la République islamique d'Iran (l'armée israélienne attaquant le Liban en même temps).

Donald Trump aurait cédé aux injonctions de Benyamin Netanyahou pour entrer en guerre contre l'Iran. C'est qu'en l'occurrence les objectifs de l'administration étatsunienne ont convergé avec ceux du gouvernement israélien. Pour le gouvernement Netanyahou, cette guerre est une aubaine pour briser ou considérablement affaiblir les pays et organisations de la région qui s'opposent à ses plans expansionnistes, la République islamique d'Iran en premier lieu. Le chaos créé par la guerre est en ce sens une opportunité, et ces conséquences dramatiques sur les populations des pays concernés n'ont pas la moindre importance. Le gouvernement israélien profite du fait que les regards sont tournés ailleurs pour continuer le génocide à Gaza, accélérer la colonisation et le nettoyage ethnique en Cisjordanie, et tenter d'annexer une partie du Liban. Pour le premier ministre, l'état de guerre permanent a aussi l'avantage personnel de repousser à plus tard ses ennuis judiciaires. Il n'est pas certain en revanche que cette fuite en avant soit dans l'intérêt à long terme d'Israël. Trois années de guerre génocidaire ininterrompue ont eu un impact économique dévastateur (jusqu'à 10% de pertes du PIB). La banque centrale israélienne a évoqué la nécessité d'une hausse conséquente des taxes pour financer les dépenses d'une guerre devenue permanente, et qui coûte extrêmement cher. Les capacités de l'armée israélienne sont aussi poussées à bout à force de se battre sur tous les fronts à la fois. Face à l'isolement croissant d'Israël, dont les agissements deviennent indéfendables face à l'opinion publique, et du fait des relations devenues plus compliquées entre l'Europe et les USA, le gouvernement Netanyahou réagit par une fuite en avant, allant jusqu'à sanctionner lui-même des pays européens qui ne le soutiennent pas suffisamment à son goût, les accusant d'« antisémitisme ». Ce qui a pour effet d'accentuer encore son isolement. Cette politique du pire est tenable tant que les USA soutiennent inconditionnellement Israël.

Les motivations de l'administration Trump sont principalement le contrôle du pétrole et empêcher la dédollarisation de son marché, la confrontation avec la Chine – le pétrole iranien étant principalement exporté à destination de ce pays, le bloquer constituerait un moyen de pression envers la Chine. C'est aussi une question d'hégémonie régionale, d'élimination d'une puissance moyenne rivale et trop insoumise – la République islamique d'Iran étant un régime certes parfaitement réactionnaire, mais indépendant des USA et ayant des intérêts divergents.

Or, le bilan de la guerre jusqu'à présent est clairement plus à l'avantage d'Israël que des USA, qui se sont jetés dans un piège dont les conséquences sont encore difficiles à estimer. Non seulement la guerre d'agression de l'administration Trump était basée sur une surestimation de la puissance militaire étatsunienne et une méconnaissance flagrante de la réalité de la région envahie, mais encore sur une absence de stratégie claire et pensée en plusieurs étapes. Une incompétence qui s'est retournée contre ses auteurs. La résistance de la République islamique, malgré les bombardements et le meurtre d'une grande partie de son leadership, n'avait pas été prévue, bien qu'elle eût été prévisible. La fermeture du détroit d'Ormuz, et la paralysie de l'exportation des hydrocarbures par cette voie, suivie d'une hausse massive des prix du pétrole et du gaz, n'avait pas non plus été prévue, encore moins voulue par l'administration Trump. Et il ne faut pas oublier qu'énormément d'engrais, différents métaux – l'aluminium notamment – et de néon, sont produits dans les pays du Golfe persique et passent par le détroit d'Ormuz. Le blocage des exportations d'engrais risque de provoquer des

pénuries alimentaires catastrophiques dans plusieurs pays. Les bombardements étatsuniens et israéliens sur des infrastructures énergétiques en Iran, et les ripostes iraniennes sur des infrastructures énergétiques de pays de la région alliés aux USA ont provoqué des destructions qui ne pourront être réparées rapidement. La prolongation du blocage du détroit d'Ormuz a amené la planète au bord d'un choc pétrolier pire que celui des années 70.

Malgré des destructions catastrophiques infligées à l'Iran, aucun des objectifs, flous et changeants, de la guerre, n'a été atteint : pas de changement de régime, pas de capitulation, pas de destruction complète des capacités militaires et nucléaires de la République islamique, qui s'est révélée plus résiliente que ce que la coalition américano-isréalienne avait escompté. L'Iran n'avait en effet pas besoin de surpasser ses adversaires sur le champ de bataille pour ne pas perdre, simplement de continuer à résister malgré l'asymétrie apparemment écrasante des forces. La machine militaire étatsunienne, extrêmement couteuse, a révélé une fois de plus ses limites, le fait qu'elle peut être mise en échec par un adversaire militairement plus faible, mais déterminé à résister. Quant au détroit d'Ormuz, il était ouvert et n'était pas contrôlé par l'Iran avant la guerre. Désormais, la République islamique en a pris le contrôle.

Face à ce problème qu'elle n'avait pas prévu, l'administration étatsunienne s'est dû résoudre à appeler à l'aide ses alliés de l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud, mais aussi la Chine, pour ne recevoir aucune réponse positive, et des refus nets de la part de plusieurs pays. Si seule l'Espagne a fermement condamnée cette guerre comme criminelle, aucun pays allié des USA hormis Israël ne l'a soutenue. Plusieurs pays d'Europe ont désapprouvé cette guerre, et refusé de permettre l'utilisation des bases de l'OTAN sur leur territoire et leur espace aérien pour la mener. Même la Confédération a dû, en application du droit de la neutralité, fermer son espace aérien aux avions de combats étatsuniens impliqués dans l'agression contre l'Iran et interdire les ventes d'armes aux USA ; le conseiller fédéral Martin Pfister allant jusqu'à qualifier cette guerre de « violation du droit international ».

Face à ces refus, Trump est allé jusqu'à envisager ouvertement de retirer une partie des troupes et des bases étatsuniennes en Europe ; voire de quitter l'OTAN, cette alliance étant inutile aux USA car ne répondant pas présent à toutes leurs guerres unilatérales. Et l'hégémonie étatsunienne sur les pays du golfe Persique est aussi sérieusement écornée, l'administration Trump les ayant entraînés dans une guerre contre leur volonté et qui ne correspond pas à leurs intérêts, et les bases étatsuniennes sur leur territoire s'étant révélées ne leur offrir aucune protection. Ces pays pourraient être amenés à réfléchir si la tutelle américaine est encore compatible avec leurs propres intérêts.

Trump a poussé l'escalade jusqu'à menacer l'Iran, dans le cadre d'un énième ultimatum, d'anéantir ses infrastructures énergétiques, routières et installations de dessalement d'eau – ce qui constituerait un crime contre l'humanité clairement caractérisé –, d'y détruire « toute civilisation » de façon qu'elle ne puisse plus jamais se relever, de le « renvoyer à l'âge de pierre ». Prise à la lettre, cette menace était à interpréter comme équivalent à l'utilisation d'armes nucléaires à large échelle. De telles déclarations n'ont pourtant reçu au mieux que des condamnations du bout des lèvres de la part de la majorité des gouvernements.

Ce, avant de finalement choisir de reculer, et d'accepter un cessez-le-feu négocié par l'intermédiaire du Pakistan, qui équivaut à une victoire iranienne. La République islamique reste en effet en place, garde ses stocks d'uranium, et le contrôle du détroit d'Ormuz par-dessus le marché. La seule concession que l'Iran devait faire pour que le cessez-le-feu entre en vigueur était de rouvrir le détroit d'Ormuz ; or la seule raison de sa fermeture était l'attaque étatsunienne.

Un cessez-le-feu, toutefois, n'est pas encore la paix. D'une part, il ne s'applique pas au Liban, où Israël continue sa guerre de nettoyage ethnique. D'autre part, il n'a pas duré. Les négociations se sont enlisées, et la guerre continue aujourd'hui, sans porte de sortie en vue.

Relations devenues compliquées entre les USA et l'UE

Les USA et n'ont jamais hésité à user en leur faveur du rapport de force asymétrique ou de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays européens, y compris par des moyens illégaux et coercitifs. Le dernier exemple en date étant la politique protectionniste de l'administration Biden – l'*Inflation reduction act* – qui traitait les « alliés » de l'UE en concurrents exactement de la même façon que des pays ouvertement désignés comme adversaires, avec peu d'égard pour les principes du libre-échange.

Mais la nouveauté avec l'administration Trump II, c'est que là aussi elle a jeté le masque, et traite ouvertement les pays de l'UE comme ceux du Sud global, avec mépris, d'une façon ouvertement hostile. L'administration Trump est allée jusqu'à exiger l'annexion aux USA d'un territoire rattaché au Danemark, un pays membre de l'UE : le Groenland ; menaçant ouvertement de recourir à la force pour s'en emparer si le Danemark refusait de céder de son plein gré.

C'est que, même si les prémisses de ce qu'est devenue aujourd'hui l'UE furent posées à l'origine dans le cadre du Plan Marshall, pour garder l'Europe de l'Ouest durablement sous hégémonie étatsunienne, et que jusqu'à présent ce but a été globalement atteint, l'UE étant largement demeurée dans un rapport de subordination, économique, politique, et militaire (au travers de l'OTAN), nonobstant elle constitue aussi un concurrent, dont certains pays membres sont eux-mêmes des puissances impérialistes, ayant des intérêts pouvant entrer en conflits avec ceux des USA.

Si Trump a fini par reculer (provisoirement ?), la réaction de l'UE face à ce qu'il faut clairement qualifier de déclaration de guerre face à l'un de ses pays membres a été en-dessous de tout. S'ils ont un peu soutenu le Danemark – et pour certains envoyé quelques très maigres troupes au Groenland – ils ont tout fait pour ne surtout pas condamner la menace proprement inouïe d'invasion du territoire souverain d'un de leurs pays membres, ou seulement du bout des lèvres, et ont poussé la servilité jusqu'à dire que leur débarquement ridiculement limité au Groenland avait pour vocation de protéger l'île contre…la Russie ou la Chine, qui ne l'ont jamais revendiquée.

L'UE ne saurait être un rempart face aux USA, car il s'agit d'un agglomérat de pays aux intérêts divergents et dont la plupart sont enfermés dans un rapport de soumission à l'Empire. Symptomatique de cette soumission structurelle : lorsque Trump a imposé des taxes douanières à l'UE, au lieu de d'adopter des taxes symétriques – alors que, contrairement à de petits pays, l'UE aurait pu se le permettre – Ursula Von der Layen s'est empressée de négocier un accord défavorable, et d'aller le signer sur un golfe privé du président des USA en Ecosse (soit dans le territoire d'un pays qui a récemment quitté l'UE !). Des États membres ont poussé vers plus d'indépendance envers les USA, mais les processus décisionnels et les rapports de force internes à l'UE bloquent cette voie.

Et pourtant, l'unilatéralisme agressif de l'administration Trump force l'UE et des pays européens individuellement à défendre leurs propres intérêts avant tout, les plaçant dans la nécessité de remettre en cause la tutelle impériale. En cela, l'usage de la coercition ouverte contre des pays alliés se révèle contreproductif. Des pays ont accompli des premiers pas en cette direction : la France a décidé de remplacer dans le cadre de son administration les produits des GAFAM par des logiciels libres ou

européens, aucun pays d'Europe n'a soutenu la guerre contre l'Iran, plusieurs l'ont condamnée, et même le gouvernement d'extrême-droite italien cherche désormais à prendre ses distances autant que possible avec l'administration Trump. L'Espagne a entamé un processus de rapprochement non-dissimulé avec la Chine.

Toutefois, même si cette tendance allait jusqu'au bout, jusqu'à l'émancipation complète de l'UE envers la tutelle des USA, certes cela réduirait d'autant l'hégémonie étatsunienne, mais l'UE indépendante ne serait pas pour autant un facteur positif à l'échelle globale. Car l'UE n'est pas une entité bienveillante, qui incarnerait « nos valeurs » (lesquelles exactement ?). Construction fondamentalement néolibérale et anti-démocratique, dominée par des pays qui sont eux-mêmes des puissances impérialistes et d'anciennes puissances coloniales, l'UE est un bloc impérialiste, qui, défend lui aussi agressivement les intérêts de ses propres multinationales. Rappelons que l'UE se remilitarise aujourd'hui à toute vitesse, et veut parler le « langage de la puissance ». Cette dynamique ne serait pas inversée si elle rompait ses liens de soumissions aux USA, bien au contraire.

Aussi, même en cas d'indépendance effective de l'UE envers les USA, il ne conviendrait pas de prôner un alignement de la Suisse sur l'UE comme le fait la gauche réformiste. Il faudrait alors d'autant plus fermement défendre une application stricte de la neutralité, de défense du droit international – que l'UE ne respecte que très approximativement et uniquement quand cela l'arrange – et de non-alignement sur ce bloc impérialiste.

Confédération : obstination dans la soumission aux USA

Les liens entre la Suisse et les USA sont historiquement importants. Les fondateurs de la Confédération moderne se sont inspirés, pour la rédaction de la Constitution de 1848, de la Constitution étatsunienne, de son système bicaméral notamment. De là vient le mythe des « républiques sœurs », plus déclamatoire que correspondant à une réalité. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ses liens ont pris une forme de soumission unilatérale. La Confédération, dont les autorités avaient choisi de soutenir le mauvais camp durant la guerre, s'est retrouvée en difficulté lorsque le IIIème Reich vivait ses derniers jours. Le Conseil fédéral avait trouvé alors une solution en combinant un respect formellement strict de la neutralité et un alignement de fait sur la nouvelle superpuissance du monde capitaliste, les USA, dans le cadre de la Guerre froide qui commençait. La neutralité de la Suisse lui permettait de jouer un rôle particulier, et alors utile pour les USA. La bourgeoisie suisse sut utiliser cette situation à son avantage, et en tirer des bénéfices économiques considérables. La neutralité donnait une façade commode à la Confédération pour se poser en défenseuse désintéressée d'un « ordre international régi par des règles », du droit international et du droit international humanitaire, et d'être un petit pays bienveillant et « sans agenda caché », tout en poursuivant de fait les intérêts de ses grandes entreprises.

Mais cette époque est aujourd'hui révolue. Trump traite même la Suisse avec une forme d'hostilité particulière. Il faut toutefois dire que cette hostilité des USA envers la Suisse n'est pas sans précédent. L'Empire n'a pas d'alliés, seulement des intérêts. Pour ne citer que des exemples récents, les poursuites contre les banques suisses pour leur arracher des parts de marché – alors que les USA ont leurs propres paradis fiscaux, qui ne sont pas plus vertueux – c'était l'administration Obama. Les mesures protectionnistes de l'administration Biden ont aussi touché la Suisse.

C’est que, aujourd’hui que les USA nient le droit international et ont de fait relégué la diplomatie au second plan, pour une politique fondée sur le rapport de force non dissimulé, une plateforme neutre comme la Suisse leur est moins utile. Et, à une époque de crise structurelle du capitalisme, où la concurrence inter-impérialiste s’est accrue tandis que les débouchés sont devenus plus étroits, des puissances impérialistes n’ont pas de raisons de laisser à la bourgeoisie suisse la place avantageuse qu’elle a su occuper à un moment où les conditions étaient plus favorables.

Or, face à cette situation d’aggravation de l’agression étatsunienne tous azimuts, de démantèlement accéléré du droit international, et d’une politique ouvertement hostile envers la Suisse, le Conseil fédéral a choisi la voie de la soumission à l’Empire. Face aux taxes douanières unilatérales, aggravées lorsque la conseillère fédérale Karine Keller-Sutter avait tenu tête aux mensonges de Trump, le Conseil fédéral et la bourgeoisie suisse ont rivalisé de courbettes. Et il n’est même pas question officiellement de mettre fin aux négociations officielles de cet accord – comme l’a fait l’UE –, alors que l’administration Trump ne respecte pas les termes qu’elle a convenus et que la question est devenue sans objet depuis le verdict de la Cour suprême des USA sur l’illégalité des taxes douanières unilatérales. C’est tout juste si le conseiller fédéral Martin Pfister a envisagé la possibilité de résilier le contrat d’achat des Patriot étatsuniens – dont les USA décalent la livraison *sine die*, tout en se faisant payer –, sans remettre en cause le contrat pour les F-35 et les drones israéliens, qui pourtant ne fonctionnent pas correctement. La Confédération n’a pratiquement rien fait pour réduire sa dépendance envers les USA, et la bourgeoisie suisse n’a guère montré de volonté de découplage d’un marché étatsunien pourtant devenu pour le moins aléatoire.

L’UDC, empressée d’approuver toutes les courbettes du Conseil fédéral devant Trump, a prouvé que son patriotisme est en carton, et qu’elle ne brandit des hallebardes que quand cela l’arrange, et que cela n’engage à rien.

Dans cette situation devenue plus hostile, nous devons défendre une ligne de respect strict de la neutralité suisse, d’indépendance nationale et de refus de toute soumission à la fois envers les USA et envers l’UE, de refus de tout rapprochement envers l’OTAN et de rupture de la collaboration avec cette alliance impérialiste, d’une politique de paix, de coopération et de respect du droit international.

Face à l’agression étatsunienne tous azimuts, notre devoir de de solidarité

Que les USA soient un empire en déclin ne signifie nullement qu’ils ne constituent plus une menace. Ils n’en deviennent que plus dangereux. Ils conservent des moyens de coercition considérables, politiques, économiques et militaires, qu’ils utilisent avec d’autant plus d’agressivité que leur position est fragilisée.

Et pourtant, malgré sa brutalité et le danger qu’il représente, l’impérialisme étatsunien n’est pas invincible. Sa domination est fragilisée, et il peut être vaincu. Ses moyens de pressions économiques perdent de leur efficacité. Même sa machine militaire montre ses limites. Et l’administration Trump II est confrontée à des difficultés croissantes chez elle : les manifestations l’ont forcé à reculer à Minneapolis, les élections sont systématiquement perdues, la Cour suprême ne cautionne plus systématiquement ses abus, et même une partie des anciens soutiens de Trump le lâchent face à ses outrances.

Si chaque pays pris à part demeure vulnérable face aux USA et à leurs moyens de coercition, s'impose la solidarité internationale, l'entraide entre forces anti-impérialistes. La réalité d'un monde devenu multipolaire, la possibilité de coopération entre pays indépendamment de leur système social et de leurs objectifs par ailleurs mais qui ont cela en commun de ne plus vouloir subir la domination unilatérale des USA, offrent des potentialités de libération, quoi que sans garantie et non sans contradictions.

Pour ce qui nous concerne, nous devons intensifier nos luttes de solidarité internationale avec les pays socialistes et les forces révolutionnaires et anti-impérialistes sur la planète, défendre le maintien strict de la neutralité suisse, le respect du droit international, l'indépendance envers les USA, l'UE et l'OTAN, le découplage envers les USA et la diversification des débouchés et liens de coopération avec d'autres pays du monde, combattre tout rapprochement supplémentaire envers l'OTAN ou toute forme de soumission envers les USA ou l'UE. Nous devons faire pression pour que la Confédération respecte ses propres obligations en matière de droit international – ce qui implique la non-application par les entreprises suisses du boycott illégal envers Cuba et le Venezuela – et pour des sanctions envers Israël, qui dépasse toutes les bornes qu'elle n'avait pas déjà franchies.

Toute cette situation monte aussi l'urgence d'accélérer la sortie des énergies fossiles, nécessaire non seulement pour des raisons environnementales, mais aussi géopolitiques et d'indépendance nationale, tant les énergies fossiles restent un vecteur de l'hégémonie étatsunienne, et tant leur approvisionnement peut devenir aléatoire à la suite à leurs guerres. Un approvisionnement stable en énergies renouvelables et locales – qui implique aussi la sobriété énergétique pour être viable – est aujourd'hui indispensable à un pays dénué de ses propres gisements d'hydrocarbures et qui veut pouvoir conserver son indépendance.

Dernière incarnation d'un capitalisme impérialiste décadent, les USA de Trump menacent de brûler la planète pour tenter de préserver pour un temps les privilèges d'une minorité. Mais, aussi menaçant soit-il, ce n'est pas le seul avenir possible. L'impérialisme peut et doit être vaincu. L'avenir peut et doit être au socialisme. Il dépend de notre lutte de le faire advenir.